

Département
de l'Orne
-
Arrondissement
d'Argentan

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS du Conseil Municipal de la Commune de PUTANGES PONT ECREPIN

Séance du 11 mai 2005

Date de la convocation :
3 mai 2005

L'an deux mille cinq
le onze mai à 20 heures 45

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jacques MARTINEAU, Maire.

Présents : Jacques MARTINEAU, Roland BRIERE, Monique TAILLEBOIS, Joël LECOEUR, Martine ORY, Alain ONFROY, André CORBIERRE, Catherine CASTEL, Henri CLEMENT, Françoise DUARTE, Gérard GRANDSIRE, Roger HARDY, Sébastien BEAUFRERE.

Absents : Patrick GALLON, Elisabeth TAVARES.

Secrétaire : Martine ORY

Révision du POS

Suite à sa délibération du 16 mars 2005 et afin de mieux organiser l'aménagement du territoire de la commune et notamment de définir de nouvelles zones constructibles, le conseil municipal décide de réviser le Plan d'Occupation des Sols révisé le 20 février 2002.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que, conformément à l'article L 123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération devra être notifiée :

- au PREFET
- au Président du CONSEIL REGIONAL
- au Président du CONSEIL GENERAL
- au Président de la Chambre de COMMERCE et d'INDUSTRIE de FLERS-ARGENTAN
- au Président de la Chambre des METIERS
- au Président de la Chambre d'AGRICULTURE
- au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des Transports

Elle sera également transmise :

- aux Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale auxquels la commune appartient
- à la Communauté de Communes du Val d'Orne
- au Syndicat Intercommunal d'Electrification du Houlme
- au Syndicat Intercommunal de Voirie Orne-Rouvre
- au Syndicat Intercommunal pour l'Alimentation en Eau Potable du Houlme
- au Syndicat Départemental de l'Eau
- au Syndicat Intercommunal pour l'Entretien des Rives de l'Orne

Le Maire rappelle que :

- conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, une concertation devra associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole

- conformément à l'article L 123-9 du même code, un débat aura lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable mentionné à l'article L 123-1, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan d'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- * DECIDE de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme
- * DEFINIT comme suit les modalités de concertation : mise à disposition du public d'un dossier et d'un registre
- * DONNE délégation au Maire pour :
 - . signer la convention d'étude qui sera désigné ultérieurement
 - . solliciter de l'Etat, conformément au décret n° 83-1122 du 22 décembre 1983, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à l'étude du Plan Local d'Urbanisme.
 - . inscrire au budget de l'exercice considéré (chapitre 61 article 617) les crédits destinés au financement des dépenses afférentes
 - . signer la convention de mise à disposition des services de l'Etat

Conformément à l'article R.123-24 et 25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée en Mairie pendant au moins un mois et fera l'objet d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.

Pour copie conforme,
Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus
Le Maire,



Jacques MARTINEAU

